

La Lettre CGT du Conseil d'Administration

N 149

Compte rendu de mandat Le financement de la retraite passe par l'investissement, l'emploi, le salaire

Une réforme durable des retraites passe par une autre répartition des richesses en faveur du travail

C'est ce qu'ont affirmé ensemble les administrateurs CGT, CFDT et SUD dans une déclaration unitaire lors du conseil d'administration du 27 octobre sur les résultats du troisième trimestre.

La veille de la puissante mobilisation du 28 octobre qui a encore rassemblé plus de deux millions de manifestants, nous avons tenu à interpeller les représentants du gouvernement et la direction du groupe en ces termes :

«... L'ampleur des mobilisations confirme qu'au delà de la réforme des retraites, l'emploi, les salaires, les conditions de travail mais aussi l'avenir des jeunes sont restés sans réponse efficace, notamment depuis l'aggravation des situations liées à la crise financière de 2008.

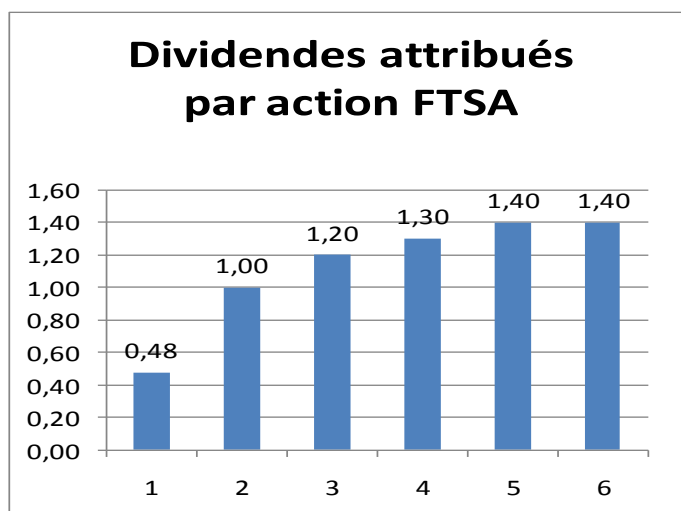
Les réponses du Président de la République et du patronat ne peuvent se limiter aux atteintes au droit de grève, aux réquisitions abusives, aux violences et au mépris. La seule réponse possible, c'est bien l'ouverture d'une véritable négociation sur les retraites, ...

Ce qui handicape la France, ce n'est pas le coût du travail mais bien les prélèvements financiers. Selon les chiffres de l'INSEE de 1984 à 2007 pendant que le salaire moyen a été multiplié par deux, les dividendes versés aux actionnaires ont été multipliés par 13. Le débat récurrent ici, et pourtant sans écho auprès des responsables de l'entreprise, sur le montant des dividendes versés, participe d'une absence de volonté de dialogue dans un tel contexte. »

Et pourtant le Groupe a encore confirmé ses objectifs financiers pour 2010 et 2011 et rappelé son engagement de versement d'un dividende de 1,4€ par action pour les exercices 2010, 2011 et 2012.

C'est pourquoi la CGT appelle le personnel à poursuivre sous toutes les formes la mobilisation.

Evolution des dividendes de 2004 à 2009 :



3^{ème} trimestre 2010 : De solides résultats mais à quel prix ?

Le nombre de clients du Groupe au 30 septembre 2010 a progressé de 5,1% sur un an à base comparable. Le chiffre d'affaire légèrement en baisse (-1,7% à base comparable).

En Afrique et au Moyen-Orient, la croissance est toujours forte et l'intégration à 100% de l'Egypte dans les comptes permet de passer la barre symbolique des 200 millions de clients dans le monde.

En France, l'objectif du 2^{ème} semestre a même été atteint en retrouvant une part de conquête sur l'ADSL de près de 33% et en continuant à garder les parts de marché stable sur le mobile. L'offre Open, qui a démarré très fort, a contribué à cette dynamique mais à quel prix pour le personnel concerné ! (voir intervention de la CGT au verso).

En Europe, les résultats bien que toujours négatifs s'améliorent en Belgique, en Espagne et en Pologne et permettent de faire face à une situation macroéconomique plus difficile en Roumanie et en Slovaquie.

Au Royaume Uni, la co-entreprise (Joint Venture) à 50/50 avec Orange UK /Tmobile ne paraît plus dans les comptes, du coup c'est par la presse que nous avons appris l'existence d'un plan social. Il

concernerait 1200 emplois soit 5,7% du total des salariés. C'est ceux d'Orange UK qui paient le plus lourd tribut puisqu'ils totalisent 70% des pertes d'emplois dues à la fusion des deux entreprises.

Au vu des bons résultats du groupe France Telecom/ Orange comme de ceux de Deutsche Telekom ce plan social est inacceptable. Il doit être abandonné.

De plus, comme il semble que cette forme de «partenariat» soit la nouvelle mode, ne doit-on pas craindre le pire pour les salariés des futures co-entreprises (notamment Orange/canal+ voir au verso)

Le secteur Entreprises continue d'afficher un recul de -3,7% au 3^{ème} trimestre, après -4,9% au 2^{ème} trimestre et -7,0% au 1^{er} trimestre (à base comparable).

Les investissements, toujours à la traîne.

Ils s'élèvent à 3,4 milliards d'euros (10,0% du CA) sur les neuf premiers mois de 2010, en diminution de 1,8% par rapport à l'année précédente.

C'est toujours le redémarrage de la fibre en France qui peine, on peut craindre que le budget de 100 millions d'€ pourtant bien maigre ne soit même pas dépensé cette année. La forte demande sur la 3G étant pour le moment privilégiée au détriment du réseau cuivre pratiquement laissé à l'abandon et du nouveau réseau fibre jugé trop cher.

Ne risque-t-on pas, à force de regarder le profit à court terme, de devenir très vite une entreprise de téléphonie mobile comme les autres et à perdre très gros ?

Open et la fibre : Le nouveau contrat social à l'épreuve des faits.

Open : l'offre quadruple Play (fixe, mobile, Internet, TV) lancée cet été a connu un énorme succès (l'objectif du 4^{ème} semestre a été atteint en quelques jours) mais dans les services le SI n'a pas suivi, les process se sont construits au fil des problèmes rencontrés, l'information et la formation des salariés n'a pas été faite en amont. La consultation des comités d'entreprise ou des CHSCT n'a pas eu lieu....

Résultat : les clients excédés, sans réponse face à leurs problèmes de non fonctionnement de l'offre sont revenus dans les boutiques, ont rappelé le service client par téléphone. Le back office a été submergé et ces flux d'avenir sont partis à la sous-traitance (Arvato, acticall ...) et dans d'autres centres internes. Dans les services c'est la chasse aux pauses, aux wrap up...

Parallèlement DRCF convie les organisations syndicales avec à l'ordre du jour un dossier vantant les mérites du Lean Management une véritable provocation !!!(voir site intranet espace CGT)

Tout cela en totale contradiction avec les engagements contenus dans le document « conquête 2015 » reçu par tous les salariés.

A en croire la direction tout serait à ce jour pratiquement rentré dans l'ordre (à voir), mais rien n'est prévu pour compenser les souffrances dues aux dysfonctionnements, aucune revendication du personnel n'est à ce jour prise en compte.

France Télécom reste en situation de sous emploi chronique qui pèse sur les conditions de travail et la qualité de service.

La fibre :

Les techniciens des UI et des UPR d'Ile de France se plaignent du retard important pris dans le raccordement des immeubles pour lesquels des accords syndicaux ont été signés.

Idem concernant le raccordement des colonnes montantes où par manque de personnel, de moyens, de formation l'entreprise n'est pas en capacité de respecter les accords contractuels.

Pourtant les salariés se sont largement investis pour relancer l'activité après un arrêt de celle-ci pendant six mois. Leur frustration aujourd'hui est réelle, car la production ne suit pas (le peu qui est fait est sous-traité!)

Comment fidéliser l'abonné, quand nous ne sommes pas capables d'assurer le travail de raccordement et de respecter les contrats que nous passons avec ceux-ci.

Ces deux exemples démontrent la nécessité de la poursuite des luttes locales, nationales pour se faire entendre.

Pour assurer l'avenir, il y a besoin de nouveaux arbitrages orientés vers l'investissement, les besoins en emplois, la reconnaissance du personnel et la réponse aux besoins de la population.

C'est ce que revendiquent massivement et dans l'unité les personnels dans les luttes depuis plusieurs mois.

Pour la CGT il est urgent de libérer 3 milliards d'euros, pour répondre à ces défis.

Evolution des salaires et des dividendes de 2003 à 2010 à France Telecom

